

Aperçu des séances tenues hors Siège

Jeu­di 13 jan­vier 2005

Assemblée générale

Réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Débat de haut niveau

Une cérémonie de passation du Processus des petits États insulaires en développement entre la Barbade et Maurice a lieu et des déclarations sont faites par S.E. M. Owen S. Arthur, MP, Premier Ministre et Ministre des finances et des affaires économiques de la Barbade; et S.E. M. Paul Raymond Bérenger G.C.S.K, Premier Ministre de la République de Maurice.

2e séance plénière

Examen approfondi de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement : débat général [8]

Ouverture du débat de haut niveau

S.E. M. Paul Raymond Bérenger G.C.S.K, Premier Ministre de la République de Maurice et Président de la Réunion internationale, prononce l'ouverture du débat général de la déclare ouverte la Réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et prononce une allocution.

S.E. M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation de Nations Unies, prononce une allocution.

S.E. M. Jean Ping, Président de l'Assemblée générale, prononce également une allocution.

Déclarations des chefs d'État ou de gouvernement et chefs de délégation

Des déclarations sont faites par S.E. M. Owen S. Arthur, MP, Premier Ministre et Ministre des finances et des affaires économiques de la Barbade; S.E. M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (au nom du Groupe des 77 et de la Chine); S.E. M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg (au nom de l'Union européenne et des pays candidats, la Bulgarie, la Croatie, la Roumanie et la Turquie; et pays des pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro); S.E. M. James A. Michel, Président de la République des Seychelles; S.E. le colonel Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores; S.E. M. Ludwig Scotty, MP, Président de la République de Nauru; S.E. M. Anote Tong, Président de la République de Kiribati; S.E. M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale; S.E. M. Denzil L. Douglas, Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis; S.E. M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce de l'État indépendant du Samoa; S.E. M. Maatia Toafa, Premier Ministre de Tuvalu; S.E. M. Jim Marurai, Premier Ministre des Îles Cook; S.E. M. Mari Alkatiri, Premier Ministre de la République démocratique du Timor-Leste; S.A.R. le Prince `Ulukalala Lavaka ATA, Premier Ministre et Ministre de l'aviation civile des Tonga; S.E. M. John Briceño, Vice-Premier Ministre, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement et Ministre d'État au Ministère des finances du Belize; S.E. M. Toke Talagi, Premier Ministre adjoint, Ministre de l'environnement de Nioué; S.E. M. Jacob G. Zuma, Vice-Président

de la République sudafricaine; S.E. M. Rahmat Witoelar, Ministre d'État à l'environnement de la République d'Indonésie; S.E. M. Ferguson John, Ministre du développement physique, de l'environnement et du logement de Sainte-Lucie; S.E. M. E. Ahamed, Ministre des affaires extérieures de l'Inde; S.E. M. Douglas Slater, Ministre de la santé et de l'environnement de Saint-Vincent-et-les Grenadines; S.E. Mme Marian Hobbs, Ministre de l'environnement et Ministre associé des affaires étrangères et du commerce (Aide publique officielle) de la Nouvelle-Zélande; et S.E. M. Errol Cort, Ministre des finances et de l'économie d'Antigua-et-Barbuda.

3e séance plénière

Examen approfondi de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement : débat général [8]

Débat de haut niveau (suite)

Déclarations des chefs d'État ou de gouvernement et chefs de délégation

Des déclarations sont faites par S.E. M. Kessai H. Note, Président de la République des Îles Marshall; S.E. M. Sir Allan Kemakeza, Premier Ministre des Îles Salomon; Son Altesse Shaikh Salman Bin Khalifa Al-Khalifa, Envoyé spécial du Gouvernement du Royaume de Bahreïn; S.E. M. Marcel Ranjeva, Ministre des affaires étrangères de la République de Madagascar; S.E. M. Li Zhaoxing, Envoyé spécial du Président Hu Jintao, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine; S.E. Mme Ann Antoine, Ministre de la santé, de l'environnement et des affaires ecclésiastiques de la Grenade; S.E. M. Clifford Marica, Ministre du travail, du développement de la technologie et de l'environnement de la République du Suriname; S.E. M. Mohammed El Yazghi, Ministre de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement du Royaume du Maroc; S.E. M. Ovideo Manuel Barbosa Pequeno, Ministre des affaires étrangères, de la coopération et des communautés de Sao-Tomé-et-Principe; S.E. M. Ricardo Cabrisas Ruiz, Ministre du Gouvernement de la République de Cuba; S.E. M. Francis O. Riviere, Ministre des affaires étrangères, du commerce et de la commercialisation du Commonwealth de Dominique; S.E. M. Bill Rammell, MP, Ministre d'État aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; S.E. M. Kaliopate Tavola, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la République des Îles Fidji; S.E. M. Conor Lenihan, Ministre d'État, Département des affaires étrangères, de l'aide extérieure et des droits de l'homme de l'Irlande; S.E. Mme Uschi Eid, Secrétaire d'État parlementaire et Vice-Ministre, Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement de la République fédérale d'Allemagne; S.E. Mme Han Myeong-sook, Membre du Parlement (ancien Ministre de l'environnement) de la République de Corée; S.E. M. Bruce Billson, Secrétaire parlementaire aux affaires étrangères de l'Australie; S.E. Mme Maria Madalena Brito Neves, Ministre de l'agriculture, de l'environnement et des pêches de la République du Cap-Vert; S.E. M. Yves André Wainwright, Ministre de l'environnement d'Haïti; S.E. Mme Penelope Beckles, Ministre des services publics et de l'environnement de la République de Trinité-et-Tobago; S.E. M. Dean Peart, MP, Ministre du domaine foncier et de l'environnement de la Jamaïque; S.E. M. Abdelkader Messahel, Vice-Ministre chargé des affaires maghrébines et africaines de l'Algérie; S.E. le Sénateur Alfredo Luigi Mantica, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République italienne; et S.E. M. Sorajak Kasemsuvan, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande.

Des déclarations sont également faites par M. Koichiro Matsuura, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; M. Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM); Mme Joke Waller-Hunter, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; M. Ian Goldin, Vice-Président, Relations extérieures,

Communication et Relations avec les Nations Unies, Banque mondiale; et M. Abdulie Janneh, Sous-Secrétaire général du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Table ronde 1

Pour progresser : Mobiliser les ressources pour la suite de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Barbade (A/CONF.207/CRP.6, A/CONF.207/7 et Add.1 à 5 et A/CONF.207/8 et Add.1 et 2)

La table ronde est coprésidés par S.E. M. Owen S. Arthur, Premier Ministre, Ministre des finances et des affaires économiques de la Barbade, et S.E. M. Louis Michel, Commissaire européen pour le développement et les affaires humanitaires, et animée par M. José Antonio Ocampo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales.

Le Coprésidents, S.E. M. Owen S. Arthur, Premier Ministre, Ministre des finances et des affaires économiques de la Barbade, ouvre le débat.

Des déclarations sont faites par les représentants de la Grenade, de Tuvalu, de Vanuatu, des États-Unis, de la Dominique, de la République-Unie de Tanzanie, des Îles Marshall, de la France, de Cuba, du Cap-Vert, du Samoa, de la Finlande, de la Malaisie, des Comores, de la Tunisie, de Maurice et des États fédérés de Micronésie, ainsi que par les représentants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Les représentants des grands groupes ci-après participent également à la table ronde : la région des Caraïbes et la région du SIS.

Les Coprésidents réagissent aux observations soulevées par les participants.

Le Coprésident, S.E. M. Louis Michel, Commissaire européen pour le développement et les affaires humanitaires, résume le débat.

Réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement

Grande Commission

2e séance

Adoption des documents finales de la Réunion internationale. [9]

La Commission reprend l'examen de la question.

La Commission entend une déclaration du Président et procède ensuite à l'approbation du projet de Stratégie figurant dans le document A/CONF.207/CRP.7, chapitre par chapitre.

Avant d'approuver le chapitre III (Gestion des déchets), la Commission entend une déclaration du représentant du Japon.

Le représentant de Nauru propose un amendement au titre du projet de Stratégie.

La Commission adopte ensuite l'amendement au titre et décide d'approuver l'ensemble du projet de Stratégie de Maurice, qui sera transmis à la plénière de la Réunion internationale pour adoption.

Adoption du rapport de la Grande Commission

La Commission adopte la partie relative à la procédure de son projet de rapport figurant dans le document [A/CONF.207/L.4](#), étant entendu que le rapport sera complété avec l'inclusion des débats de la 2e séance.

Clôture des travaux de la Grande Commission

Les représentants de Maurice et du Luxembourg font des déclarations.
Le Président fait une déclaration finale et les travaux de la Grande Commission sont ainsi achevés.
